



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Cahier des Clauses Particulières
N°25-31

Objet de la consultation :
Acquisition véhicule utilitaire équipé de commandes à
distance de drones marins

Procédure adaptée – Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique

Acheteur :

Université de Toulon
CS 60584 83041 TOULON Cedex 9
Tél. : +33 0494142688

Le présent marché est régi par le CCAG FCS 2021, sauf dispositions contraires stipulées dans le présent CCP.

Sommaire

1. Objet du marché - Dispositions générales	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Prestation supplémentaire éventuelle	4
2. Délais d'exécution	4
2.1 Délais d'exécution	4
2.2 Prolongation des délais d'exécution	4
3. Pièces constitutives du marché	4
4. Forme des notifications et informations au titulaire	5
5. Prix - Variation du prix.....	5
5.1 Contenu des prix	5
5.2 Mode d'établissement des prix du marché	5
5.3 Variation du prix	5
6. Retenue de garantie	5
7. Avance	6
7.1 Modalités de règlement de l'avance	6
7.2 Modalités de remboursement de l'avance.....	6
8. Règlement des comptes	6
8.1 Modalités de règlement du prix	6
8.2 Délais de paiement.....	7
8.3 Intérêts moratoires	7
8.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires.....	7
9. Modalités d'exécution du marché	7
9.1 Stockage, emballage et transport.....	7
9.2 Conditions de livraison	8
9.3 Modification du marché	8
9.4 Prestations supplémentaires ou modificatives	8
10. Développement durable – Dimension économique.....	8
11. Pénalités	8
11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	8
12. Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 Opérations de vérification et décisions	9
12.2 Admission, ajournement, refaction et rejet.....	9
13. Garanties	9
14. Assurances	9

15. Différends	9
16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	10
17. Résiliation du marché	10
17.1 Résiliation pour faute	10
17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	10
17.3 Résiliation pour retard de livraison.....	10
18. Clauses techniques	10
19. Dérogations aux documents généraux.....	11

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet :

L'objet consiste à acquérir un véhicule utilitaire équipé pour la communication sans fil avec des véhicules marins de type drone de surface, et doté de deux postes de commande de type calculateur pour le contrôle des drones à distance et la représentation immersive grâce aux données collectées *par les drones*.

1.2 Prestation supplémentaire éventuelle

Sans objet

2. Délais d'exécution

2.1 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Celle-ci est prévue le 10 septembre 2025, le délai d'exécution ne saurait excéder 2 mois et 15 jours sous peine d'application des dispositions de l'article 17.3 ci-dessous.

En tout état de cause la livraison de l'équipement **en ordre de marche** ne saurait être postérieure au 28 novembre 2025.

2.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS ne sont pas applicables.

Au regard du mode de financement du projet et de ses modalités de règlement par le bailleur de fond, il ne sera autorisé aucune prolongation de tout délais.

Il est précisé que le titulaire du marché s'engage à fournir l'équipement en état de fonctionnement optimum à la date maximum du 28 novembre 2025 dernier délai.

NOTA BENE

Le non-respect de de délai incompressible entrainera la résiliation du marché aux frais et torts du titulaire qui devra restituer l'avance concédée par la pouvoir adjudicateur.

3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Cadre de mémoire technique obligatoire et contractuel ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- L'offre technique du titulaire éventuel.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5. Prix - Variation du prix

5.1 Contenu des prix

Le prix forfaitaire inclut le véhicule, les équipements précisés à l'article 18, leur intégration au véhicule, les tests de mise en œuvre et toute main d'œuvre nécessaire à ces éléments.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Il ne sera acceptée aucune livraison partielle.

5.2 Mode d'établissement des prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

5.3 Variation du prix

Les prix du marché sont fermes.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

7. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Ainsi le taux de l'avance est porté à 50 % du montant TTC indiqué à l'acte d'engagement.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

7.1 Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité.

7.2 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant du remboursement

=

Montant de l'avance x $(X - 65) / 15$ – avance déjà remboursée

(Avec X = le % d'avancement des prestations)

Le marché peut prévoir que le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les clauses du marché par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

8. Règlement des comptes

8.1 Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après livraison des fournitures et décision d'admission.

8.1.1 Demandes de paiement

La demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justificatifs à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint : pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;

- Les éventuelles pénalités pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017.

8.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

8.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances ou des factures dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

8.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

9. Modalités d'exécution du marché

9.1 Stockage, emballage et transport

Concernant le stockage, l'emballage et le transport, les dispositions de l'article 20 CCAG FCS sont applicables.

9.2 Conditions de livraison

La fourniture devra être livrée dans les délais prévus à l'article *Durée – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les fournitures sont à livrer à (aux) adresse(s) suivante(s) :

Université de Toulon - Batiment M Laboratoire Cosmer - avenue de l'université - 83130 La Garde

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS.

Il n'existe pas de difficultés exceptionnelles de manutention.

9.3 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

9.4 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

10. Développement durable – Dimension économique

Sans objet

11. Pénalités

11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur appliquera des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Si l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il doit alors en informer par écrit le titulaire, lui laissant quinze jours pour répondre. Si le titulaire ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Cette pénalité sera calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité ;

- **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- **R** = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché, la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

12. Constatation de l'exécution des prestations

12.1 Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

NOTA BENE

Les tests de bon fonctionnement du véhicule et des postes de commande se feront en communication sans fil avec le véhicule marin de surface de type drone acquis dans le cadre de la procédure référencé 25-31 et dont les clauses techniques sont annexées au présent document.

Protocole de test :

1. Vérification du fonctionnement normal du véhicule thermique ;
2. Mise en route des postes de commandes ;
3. Vérification de la liaison de communication sans fil.

12.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

13. Garanties

En dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, la garantie minimale est de 2 ans sur la totalité de l'équipement.

14. Assurances

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les cinq jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

15. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Toulon.

16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

17. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent le marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

17.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

17.3 Résiliation pour retard de livraison

Comme précisé à l'article 2.2 et au regard du mode de financement et de ses modalités de règlement du projet par le bailleur de fond, il ne sera autorisé aucune prolongation de tout délais.

Par conséquent, le titulaire du marché s'engage à fournir l'équipement en état de fonctionnement optimum à la date maximum du 28 novembre 2025 dernier délai.

NOTA BENE

Le non-respect du délai incompressible entrainera la résiliation du marché aux frais et torts du titulaire qui devra restituer l'avance concédée par la pouvoir adjudicateur.

18. Clauses techniques

Les clauses techniques applicables sont les suivantes :

Véhicule utilitaire de commande à distance de drones marins

Véhicule

- Véhicule thermique essence, type fourgon ou van
- État : neuf souhaité si occasion moins de 15 000 KM réels

- Propulsion ou traction
- Longueur charge utile > 3m
- hauteur charge utile > 2m
- Poids PTAC 3 500 KG maximum (remorque comprise) permettant d'être conduit avec un permis B

Équipement et aménagement intérieur

- Communication sans fil : système d'antennes déployable sur le toit du véhicule (protection contre les intempéries), connexions réseau.
- 2 postes de commande sur un côté latéral du véhicule
 - Pour chaque poste de commande :
 - Un ordinateur, clavier, souris, écran plat large, espace de stockage > 2 Téraoctets, relié au système de communication réseau
 - Ordinateur rack de type durci, RAM > 32Go, freq. proc > 3 GHz.
 - Possibilité de connexion réseau filaire. Ports USB 3.0.
 - Tables escamotables (souhaitées)
- Alimentation électrique par un générateurs électriques (batteries) > 1500Wh
 - Rechargeable par secteur **et** par panneaux solaires.
 - Possibilité d'alimenter 2 ordinateurs portables en plus des appareils installés.
- Second générateur intégré ou en remplacement (souhaité)
- Système de refroidissement
- 2 chaises stables, avec arrimage
- Capacités de rangement (tiroirs, placards)
- Plancher de câblage.

Service après-vente

Délais :

- Dépannage en 5 jours ouvrés maximum

Lieu d'intervention :

- Situation fournisseur < 100 km de La Garde 83130 = Possible chez le fournisseur
- Situation fournisseur > 100 km La Garde 83130 = Sur site (UTLN)

Garantie (pièces et main d'œuvre sur site)

1- Véhicule

Garantie constructeur

Si le véhicule est d'occasion, le titulaire proposera dans son offre une durée de garantie.

2- Équipements intégrés

2 ans sur tous les équipements intégrés

19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations